

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE  
D'AGGLOMERATION  
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:  
Hôtel de Ville  
BP 2205

06606 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents ou Représentés	Procurations + Absents
<b>80</b>	<b>60</b>	<b>20</b>

N° de la séance : 17

Objet de la délibération : Eau Potable -  
Délégation de la compétence eau potable  
entre la commune de Châteauneuf Grasse  
et la CASA - Convention

<input checked="" type="checkbox"/> Original <input type="checkbox"/> Expédition certifiée conforme à l'original Pour le Président, Le Directeur Général des Services  Stéphane PINTRE
--

N° Enregistrement : CC.2020.248

Date de la convocation :  
**Le 15/12/2020**

**Certifié exécutoire compte tenu**

de l'affichage  
en date du **22 DEC. 2020**

de la réception s/Préfecture  
en date du **22 DEC. 2020**

Pour le Président,  
La Responsable de Service

  
Corinne SAINTE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION  
SOPHIA ANTIPOLIS**

**Séance du 21 décembre 2020**

L'an deux mil vingt et le 21 décembre à 16h00, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au Chapiteau des Espaces du fort carré - avenue du 11 novembre à Antibes en session ordinaire du mois de décembre, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

**PRESENTS :**

Jean LEONETTI, Kevin LUCIANO, Lionnel LUCA, Joseph CESARO, Jean-Pierre DERMIT, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Gérald LOMBARDO, Frédéric POMA, Emmanuel DELMOTTE, Jean-Pierre CAMILLA, Thierry OCCELLI, Jean-Pierre MASCARELLI, Eric MELE, Sophie NASICA, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Richard THIERY, Marc Malfatto, Dominique TRABAUD, Jean-Paul ARNAUD, Georges TOSSAN, Alexis ARGENTI, Michèle MURATORE, Eric CHALVIN, Jacques GENTE, Marguerite BLAZY, Marie-Rose BENASSAYAG, Anne-Marie BOUSQUET, Christian LATY, Thérèse DARTOIS, Henriette VENTRE, Albert CALAMUSO, Sylvie MARCHAND, Denis FERRER, Serge JOVER, Marie ANASSE, Geneviève PIERRAT, Simone TORRES-FORET DODELIN, Eric DUPLAY, Michel MANAGO, Marinette LANGLAIS, Christophe FONCK, Catherine LANZA, Marika ROMAN, Martine SAVALLI, Carole BONAUT, Claire BAES, Elisabeth DEBORDE, Laurence HARTMANN, Eric PAUGET, David SIMPLOT, Marc BORIOSI, Hassan EL JAZOULI, Isabelle GARCIA, Marion MUSSO, Céline LAMBIN, Xavier WIIK, Delphine CAROSI, Alexia MISSANA

**PROCURATIONS :**

François WYSZKOWSKI à Eric MELE, René TRASTOUR à Alexis ARGENTI, Georges VAZIA à Eric CHALVIN, Bernard GARNIER à Céline LAMBIN, Yves DAHAN à Hassan EL JAZOULI, Audouin RAMBAUD à Eric DUPLAY, Serge AMAR à Jacques GENTE, Nathalie DEPETRIS à Anne-Marie BOUSQUET, Olivia LEVINGSTON à Emmanuel DELMOTTE, Khéra BADAoui HUGUENIN VUILLEMIN à Alexia MISSANA

**ABSENTS :**

Monique GAGEAN, François ZEMA, Tanguy CORNEC, Christophe ETORE, Laurent CHARTIER, Françoise THOMEL, Valérie ROLLAND, Marie OZENDA, Aline ABRAVANEL, Alain BERNARD

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

**Madame Alexia MISSANA**, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

**Monsieur CESARO,**

**Vu** la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

**Vu** la loi n°2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique, et notamment son article 14 ;

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales (ci-après C.G.C.T.) ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 23 octobre 2020 portant modification des statuts de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis ;

**Vu** la délibération n° CC.2019.032 en date du 1<sup>er</sup> avril 2019 du Conseil Communautaire dotant la C.A.S.A de la compétence obligatoire « Eau potable » prévue à l'article L.5216-5-I°-8° du CGCT, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020 ;

**Vu** la délibération n°38/2020 en date du 29 juin 2020 de la commune de Châteauneuf-Grasse sollicitant une délégation de compétence en matière d'eau potable et autorisant son maire à signer une convention de délégation ;

**Considérant** que depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2020, la compétence « approvisionnement en eau potable » dans les conditions prévues à l'article L. 2224-8 du C.G.C.T., a été transférée à titre obligatoire à la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis par ses communes membres ;

**Considérant** qu'antérieurement à ce transfert de compétence, le service de distribution de l'eau potable était géré sur le territoire de la commune de Châteauneuf dans le cadre d'un contrat de délégation de service public (DSP) en date du 1<sup>er</sup> avril 2006 ;

**Considérant** qu'en application des dispositions de l'article L. 5211-17 du C.G.C.T., la C.A.S.A. s'est substituée à la commune au 1<sup>er</sup> janvier 2020 dans ce contrat de DSP, ce dernier étant soumis au principe de continuité ;

**Considérant** que la loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique a prévu en son article 14 la possibilité pour les communautés d'agglomération de déléguer tout ou partie de la compétence relative à l'eau potable à leurs communes-membres qui en feraient la demande ;

**Considérant** qu'à la suite de la demande de la commune de Châteauneuf en date du 29 juin 2020 la présente convention de délégation de compétence entend confier, du 1<sup>er</sup> janvier 2021 au 31 décembre 2026 à la commune, la gestion, au nom et pour le compte de la Communauté d'Agglomération, de la compétence « distribution de l'eau potable » et a pour objet la définition des moyens permettant d'assurer la continuité de ladite compétence ;

**Considérant** dès lors que dans l'intérêt d'une bonne organisation des services et pour permettre d'assurer la bonne marche du service à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021, il apparaît nécessaire de mettre en place par convention les moyens d'assurer la continuité de gestion de la compétence concernée ;

**Considérant** que ce mécanisme est en outre conforté, dans son mode de passation sans mise en concurrence ni publicité préalable, par la jurisprudence communautaire (CJUE, 13 novembre 2008, *Coditel Brabant SA*, aff. C324/07 ; CAA Paris 30 juin 2009, *Ville de Paris*, n°07PA02380 et « *Landkreise-Ville de Hambourg* » : CJUE, 9 juin 2009, commission c/ RFA, C-480/06 ; voir aussi par analogie CE, 3 février 2012, *CdA d'Annecy et Commune de Veyrier du lac*, n° 353737) ;



**Considérant** que cette convention n'entraîne pas un transfert de compétence mais une délégation de la compétence « distribution de l'eau potable » ;

En application de l'article L. 5216-5-I° du C.G.C.T., la C.A.S.A. délègue à la commune la distribution de l'eau potable, composante de la compétence générale d'approvisionnement en eau potable.

La convention, dont le projet est joint en annexe, a donc pour objet de définir le périmètre et les modalités d'organisation de cette délégation de compétence, par la C.A.S.A. au profit de la commune, pour une durée couvrant la période du 1<sup>er</sup> janvier 2021 au 31 décembre 2026.

Cette convention prévoit entre autres les modalités d'exécution ; la mise à disposition des biens ; les obligations d'une part de la commune et d'autre part de la C.A.S.A. ; les modalités de contrôle ; les objectifs et les indicateurs fixés à la commune ; et les conditions financières notamment la définition des moyens humains affectés ainsi que les dépenses et recettes liées à l'exercice de la compétence.

En conséquence, il est proposé au Conseil Communautaire :

- d'approuver la demande de la Commune de Châteauneuf Grasse en date du 29 juin 2020 de se voir déléguer la distribution de l'eau potable, composante de la compétence générale d'approvisionnement en eau potable ;
- d'approuver la convention de délégation de la compétence de distribution d'eau potable, à intervenir entre la C.A.S.A et la Commune de Châteauneuf Grasse, dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Président à signer ladite convention, ainsi que tous les actes afférents.

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU VICE-PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :**

- d'approuver la demande de la Commune de Châteauneuf Grasse en date du 29 juin 2020 de se voir déléguer la distribution de l'eau potable, composante de la compétence générale d'approvisionnement en eau potable ;
- d'approuver la convention de délégation de la compétence de distribution d'eau potable, à intervenir entre la C.A.S.A et la Commune de Châteauneuf Grasse, dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Président à signer ladite convention, ainsi que tous les actes afférents.

AINSI FAIT ET DELIBERE  
A ANTIBES LE 21 décembre 2020  
Suivent les signatures  
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,



Jean LEONETTI

<p style="text-align: center;"><b>Convention de délégation de la compétence Distribution de l'eau potable</b> <b>Conclue entre la Commune de Châteauneuf-Grasse</b> <b>Et la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis</b></p>
--

**Vu** la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

**Vu** la loi n°2019-1461 du 27 décembre 2019 relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique, et notamment son article 14 ;

**Vu** le code général des collectivités territoriales (ci-après C.G.C.T.),

**Vu** l'arrêté préfectoral du 23 octobre 2020 portant modification des statuts de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis ;

**Vu** la délibération n°2019.032 en date du 1<sup>er</sup> avril 2019 du Conseil Communautaire dotant la C.A.S.A de la compétence obligatoire « Eau potable » prévue à l'article L.5216-5-I°-8° du CGCT, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020 ;

**Vu** la délibération n°38/2020 en date du 29 juin 2020 de la commune de Châteauneuf-Grasse sollicitant une délégation de compétence en matière d'eau potable et autorisant son maire à signer une convention de délégation ;

**Considérant** que depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2020, la compétence « approvisionnement en eau potable » dans les conditions prévues à l'article L. 2224-8 du C.G.C.T., a été transférée à titre obligatoire à la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis par ses communes membres ;

**Considérant** qu'antérieurement à ce transfert de compétence, le service de distribution de l'eau potable était géré sur le territoire de la commune de Châteauneuf dans le cadre d'un contrat de délégation de service public (DSP) en date du 1<sup>er</sup> avril 2006 ;

**Considérant** qu'en application des dispositions de l'article L. 5211-17 du C.G.C.T., la C.A.S.A. s'est substituée à la commune au 1<sup>er</sup> janvier 2020 dans ce contrat de DSP, ce dernier étant soumis au principe de continuité ;

**Considérant** que la loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique a prévu en son article 14 la possibilité pour les communautés d'agglomération de déléguer tout ou partie de la compétence relative à l'eau à leurs communes-membres qui en feraient la demande ;

**Considérant** qu'à la suite de la demande de la commune de Châteauneuf en date du 29 juin 2020 la présente convention de délégation de compétence entend confier, du 1<sup>er</sup> janvier 2021 au 31 décembre 2026 à la commune, la gestion, au nom et pour le compte de la Communauté d'Agglomération, de la compétence « distribution de l'eau potable » et a pour objet la définition des moyens permettant d'assurer la continuité de ladite compétence ;

**Considérant** dès lors que dans l'intérêt d'une bonne organisation des services et pour permettre d'assurer la bonne marche du service à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021, il apparaît nécessaire de mettre en place par convention les moyens d'assurer la continuité de gestion de la compétence concernée ;

**Considérant** que ce mécanisme est en outre conforté, dans son mode de passation sans mise en concurrence ni publicité préalable, par la jurisprudence communautaire (CJUE, 13 novembre 2008, *Coditel Brabant SA*, aff. C324/07 ; CAA Paris 30 juin 2009, *Ville de Paris*, n°07PA02380 et « *Landkreise-Ville de Hambourg* » : CJUE, 9 juin 2009, commission c/ RFA, C-480/06 ; voir aussi par analogie CE, 3 février 2012, *CdA d'Annecy et Commune de Veyrier du lac*, n° 353737) ;

**Considérant** que cette convention n'entraîne pas un transfert de compétence mais une délégation de la compétence « distribution de l'eau potable » ;

### **Entre**

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, représentée par son Président, Monsieur Jean LEONETTI, habilité à signer la présente convention par une délibération du Conseil Communautaire en date du 21 décembre 2020 ;

**Désignée ci-après « la C.A.S.A. »,**

**D'une part**

### **Et**

La Commune de Châteauneuf Grasse, représentée par son Maire, Monsieur Emmanuel DELMOTTE, habilité à signer la présente convention par une délibération du Conseil Municipal en date du 15 décembre 2020 ;

**Désignée ci-après « la Commune »,**

**D'autre part,**

## **IL EST CONVENU CE QUI SUIT**

### **Article 1 : OBJET ET COMPETENCE DELEGUEE**

En application de l'article L. 5216-5-I° du C.G.C.T., la C.A.S.A. délègue à la commune la distribution de l'eau potable, composante de la compétence générale d'approvisionnement en eau potable.

La présente convention a donc pour objet de définir le périmètre et les modalités d'organisation de cette délégation de compétence, par la C.A.S.A au profit de la commune.

### **Article 2 : MODALITES D'EXECUTION DE LA CONVENTION**

#### **Article 2 – 1 : INFORMATION DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION**

Pendant la durée de la présente convention, la C.A.S.A. reste l'autorité responsable de la compétence « distribution de l'eau potable » et de l'atteinte des objectifs par la commune délégataire.

La Communauté d'Agglomération devra donc être étroitement concertée et associée au processus de gestion de la compétence.

Elle devra notamment être informée tous les trimestres de l'évolution des dépenses.

La C.A.S.A. devra être destinataire des copies de tous les documents juridiques et financiers relatifs à la gestion de la compétence (délibérations, contrats et avenants ainsi que tous autres documents juridiques).

Une commission mixte paritaire, composée de trois membres désignés par la C.A.S.A. et de trois membres désignés par la Commune se réunira, en tant que de besoin, pour faire le point sur la gestion de la compétence, sur convocation par l'autorité délégante ou la commune délégataire, selon l'ordre du jour.

## **Article 2 – 2 : SUIVI DU CONTRAT DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC**

Pour l'exécution de la présente convention et dans le cadre d'une bonne gestion des services, la commune s'engage à assurer le suivi, sur son territoire, de la convention de délégation de service public en date du 1<sup>er</sup> avril 2006, et attribuée à la société SUEZ EAU France, sans se substituer à la Communauté d'Agglomération, qui reste l'autorité délégante.

Cette convention de délégation de service public est en vigueur jusqu'au 30 juin 2021.

La Commune s'engage à ne signer aucun avenant à ce contrat de délégation de service public sans l'accord préalable de la C.A.S.A.

Dès la signature de la présente convention, la C.A.S.A. et la Commune s'engagent à en informer le délégataire de service public afin que ce dernier transmette toutes les informations nécessaires et prévues au contrat de délégation à la commune délégataire de compétence.

A l'échéance du contrat de délégation de service public actuel, la Commune devra informer la C.A.S.A. du choix du mode de gestion retenu, la commune devant réaliser toutes procédures administratives nécessaires à sa mise en œuvre.

## **Article 3 : MISE À DISPOSITION DES BIENS**

La C.A.S.A. s'engage à mettre à la disposition de la Commune, à titre gratuit, à compter de l'entrée en vigueur de la présente convention, l'ensemble des biens meubles et immeubles nécessaires à la gestion de la compétence déléguée et réalisés sous sa maîtrise d'ouvrage. Cette mise à disposition est régie par les articles L. 1321-1 et suivants du C.G.C.T. Un inventaire des biens mis à disposition est joint en Annexe à la présente.

Cette mise à disposition concerne plus particulièrement les ouvrages et réseaux de distribution de l'eau potable.

Pendant la durée de la présente convention, la Commune assure, sous sa responsabilité, la gestion et l'entretien des biens qui lui ont été confiés, que ce soient des biens communaux ayant in fine vocation à être transférés avec la compétence à l'issue de la présente convention ou des biens mis à sa disposition par la Communauté.

## **Article 4 : OBLIGATIONS**

### **Article 4 – 1 : OBLIGATIONS DE LA COMMUNE**

La Commune s'engage à exercer la compétence déléguée au nom et pour le compte de la C.A.S.A. dans un objectif de qualité du service rendu et de pérennité des infrastructures concernées mais également en termes d'objectifs à atteindre fixés par la présente convention. A ce titre, la Commune se charge d'assurer la mise en œuvre des objectifs prévus dans le contrat de délégation de service public.

Pendant toute la durée de la convention, la Commune est délégataire de la compétence visée à l'article 1.

En tant qu'exploitant, la Commune a pour obligation d'assurer la continuité du service et de garantir le respect des règles propres au service, notamment les règles relatives à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine dans la distribution d'eau potable.

### **Article 4 – 2 : OBLIGATIONS DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION**

La Communauté d'Agglomération est responsable de la compétence et doit s'assurer que la commune atteint les objectifs qui lui sont fixés.

Pendant toute la durée de la convention, la C.A.S.A. assure les missions non déléguées à la commune et dévolues à l'autorité compétente. En cette qualité, elle assure notamment sous sa responsabilité :

- La fixation de la politique d'investissement ;
- La fixation de la politique tarifaire : à ce titre la commune s'engage durant toute la durée d'application de la présente convention à appliquer les tarifs votés soit par la Commune, soit par la C.A.S.A. ;
- La fixation des conditions générales d'exploitation du service en adoptant les évolutions du règlement de service ;

La Communauté d'Agglomération, en qualité d'autorité compétente pour l'organisation des services, doit être étroitement associée au processus d'exploitation des services, notamment dans le respect des modalités prévues à l'article 2 de la présente convention.

## **Article 5 : MODALITES DE CONTROLE**

Chaque année, la Commune établit annuellement un bilan transmis à la Communauté d'Agglomération.

Ce bilan comprend notamment la mise à jour des indicateurs de suivi prévus pour la compétence déléguée, l'état des investissements réalisés, une appréciation qualitative des actions menées au regard des objectifs définis pour chacune des compétences déléguées.

Ce bilan sera présenté dans le cadre d'un conseil communautaire donnant lieu à une communication publique.

## **Article 6 : OBJECTIFS DE LA COMMUNE ET INDICATEURS DE SUIVI**

Des objectifs généraux sont assignés à la Commune pour la gestion de la compétence déléguée. Ces objectifs sont assortis d'indicateurs de suivi.

- Les objectifs sont les suivants :
  - o Respect de l'objectif de rendement des réseaux
  - o Respect du plan prévisionnel de renouvellement
  - o Respect du programme de renouvellement du réseau

- Les indicateurs sont les suivants :
  - o Taux de rendement des réseaux
  - o Taux de renouvellement des réseaux

### **Article 7 : DUREE**

La présente convention s'applique à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021 et jusqu'au 31 décembre 2026, cette durée est donc supérieure à celle de la convention de délégation de service public actuellement en cours.

### **Article 8 : CONDITIONS FINANCIERES**

#### **Article 8 – 1 : MOYENS HUMAINS AFFECTES AU SUIVI DE LA COMPETENCE PAR LA COMMUNE**

L'exercice par la Commune de la compétence objet de la présente convention donne lieu à la mise en œuvre de moyens humains, notamment dans les domaines suivants :

- Moyens humains pour le suivi des travaux effectués par la Commune
- Moyens humains pour le suivi comptable de la compétence
- Moyens humains pour le suivi administratif de la compétence

L'ensemble de ces moyens humains est estimé à 0,10 ETP, correspondant à un coût de masse salariale de 5 000€, dont le montant sera porté au 012 du budget annexe Eau de la Commune.

#### **Article 8 – 2 : MOYENS HUMAINS AFFECTES AU SUIVI DE LA CONVENTION DE DELEGATION PAR LA C.A.S.A.**

Le suivi par la Communauté d'Agglomération de la présente convention de délégation donne lieu à la mise en œuvre de moyens humains, notamment dans les domaines suivants :

- Moyens humains pour le suivi technique de la convention
- Moyens humains pour le suivi comptable de la convention
- Moyens humains pour le suivi administratif de la convention

L'ensemble de ces moyens humains est estimé à 1 500€ de coût de masse salariale, dont le montant sera porté au chapitre 6215 du budget annexe Eau de la Commune.

#### **Article 8 – 3 : DEPENSES ET RECETTES LIEES A L'EXERCICE DES COMPETENCES**

La Commune engage et mandate les dépenses liées à l'exercice de la compétence déléguée, objet de la présente convention.

La Communauté perçoit l'ensemble des recettes liées à la compétence et les reverse à la Commune en cohérence avec les dépenses à engager de la part de cette dernière. Ces reversements se feront selon les périodes de perceptions suivantes :

- Après chaque versement de la surtaxe perçue par le délégataire ;
- Semestriellement pour les éventuelles subventions.

La C.A.S.A. s'acquitte des remboursements d'échéances des emprunts historiques, des impôts, taxes et redevances associés, ainsi que de la TVA, dans les cas où la réglementation l'impose. S'il y a lieu, elle procède aux déclarations de TVA auprès des services fiscaux pour les secteurs assujettis à TVA.



La C.A.S.A. sollicite toutes subventions auxquelles elle est éligible ainsi que les encaissements auprès des partenaires.

Les dépenses concernées au titre de la présente convention sont les dépenses strictement nécessaires à l'exercice de la compétence exercée.

La Commune lui fournira un état des dépenses acquittées pour réaliser cette opération à la fin de chaque année civile, accompagné des copies des factures. Ce document servira de support à la reddition des comptes.

La Commune procédera au mandatement des dépenses après service fait, sur présentation des factures dans les délais réglementaires et dans le respect des règles relatives à la dépense publique du secteur local.

La commune retrace les opérations au sein d'un budget annexe dédié.

#### **ARTICLE 9 : FIN DE L'EXPLOITATION DU SERVICE**

La C.A.S.A. aura la faculté sans qu'il en résulte un droit à indemnité pour la Commune de prendre pendant les trois (3) derniers mois de l'exploitation toutes mesures pour assurer la continuité du service, en réduisant autant que possible la gêne qui en résultera pour la Commune.

D'une manière générale, la C.A.S.A. pourra prendre toutes les mesures nécessaires pour faciliter le passage progressif de l'exploitation actuelle au régime nouveau d'exploitation.

La Commune sera tenue de remettre à la C.A.S.A. tous les biens mis à disposition par celle-ci, et ce en état normal de service. Elle remet également toutes les informations rattachées aux services visés par la présente convention (plans, documentations liées au service, fichiers, etc.) qui constituent également des biens transférés.

S'il est constaté que l'état de ces biens fait apparaître une carence manifeste dans leur entretien ou leur renouvellement, la Commune sera redevable envers la C.A.S.A. d'une indemnité calculée à l'amiable ou à dire d'expert.

Les biens qui ne seraient pas amortis ouvrent droit au versement d'une indemnité calculée à l'amiable, ou à dire d'expert. Cette indemnité tiendra compte notamment des conditions d'amortissement de ces biens.

La C.A.S.A. aura la faculté de racheter le mobilier et les approvisionnements utiles à la marche normale de l'exploitation du service en cause. La valeur de reprise de ces biens sera fixée à l'amiable, ou à dire d'expert, et payée à la commune dans les trois (3) mois qui suivent leur reprise par la C.A.S.A. Ces indemnités seront fonction des conditions d'amortissement de ces biens et des frais éventuels de leur remise en état. Tout somme non réglée aux dates fixées portera intérêt par jour calendaire de retard au taux légal majoré de deux points.

#### **Article 10 : ASSURANCES**

La Commune est tenue de couvrir sa responsabilité civile par une police d'assurance dont elle tient l'attestation à la disposition de la Communauté d'Agglomération.

Il lui appartient de conclure les assurances qui couvriront les différents risques correspondant à l'exercice de l'objet de la présente convention. Les compagnies d'assurances auront communication des termes spécifiques du présent contrat afin de rédiger en conséquence leurs garanties par une ampliation certifiée du présent contrat.

### **Article 11 : MODIFICATION ET RESILIATION**

Tout projet de modification portant sur les dispositions doit faire l'objet d'un avenant à la convention, adopté dans les mêmes conditions que celles ayant présidé à la conclusion de la convention initiale.

La résiliation anticipée de la convention peut être demandée par l'une ou l'autre des parties, sous réserve d'un préavis de six (6) mois à compter de la réception d'une lettre recommandée avec accusé de réception exposant les motifs de cette demande.

### **Article 12 : CONTENTIEUX**

Les parties s'engagent à rechercher, en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la convention, toute voie amiable de règlement avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle.

Sauf impossibilité juridique ou sauf urgence, les parties recourront en cas d'épuisement des voies internes de conciliation, à la mission de conciliation prévue par l'article L. 211-4 du Code de justice administrative.

Ce n'est qu'en cas d'échec de ces voies amiables de résolution que tout contentieux portant sur l'interprétation ou sur l'application de la présente convention devra être porté devant la juridiction compétente.

### **Article 13 : ANNEXE**

L'annexe jointe fait intégrante de la convention.

### **Article 14 : DISPOSITIONS TERMINALES**

La présente convention sera transmise en Préfecture et notifiée aux services concernés ainsi qu'aux trésoriers et aux assureurs respectifs de la Commune et de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis.

Fait à Valbonne, en deux exemplaires originaux, le

**Pour la Communauté d'Agglomération Sophia  
Antipolis,**

**Jean LEONETTI  
Président**

**Pour la Commune de Châteauneuf  
Grasse,**

**Emmanuel DELMOTTE  
Maire**

## Annexe

### Désignation et consistance des biens mis à disposition

La C.A.S.A. met à disposition de la Commune, dans le cadre de la présente convention les biens listés ci-après.

Cet inventaire pourra faire l'objet de mise à jour en cours d'exécution.

Réservoir de la treille (FOULON) cuve 1	Capacité 1200 m3
Réservoir de la Treille (FOULON) cuve 2	Capacité 1200 m3
<b>Longueur des réseaux</b>	<b>53 861 ml</b>
o Dont canalisations	49 822 ml
o Dont branchements	4 039 ml
<b>Accessoires de réseau</b>	<b>454 unités</b>
• Dont débitmètres achat/vente eau et sectorisation	2 unités
• Dont détendeurs/stabilisateurs	19 unités
• Dont équipements de mesure de type compteur	15 unités
• Dont régulateur de débit	1 unité
• Dont robinets vannes	340 unités
• Dont vidange/purge/ventouse	77 unités
Nombre de branchements	1 821 unités
Nombre de compteurs abonnés	1832 unités

**AR réceptionné - Imprimer**

Date de l'acte : 21/12/2020  
Numéro : CC\_2020\_248  
Nature : DE - Deliberations  
Objet : Délégation de la compétence eau potable entre la commune de Châteauneuf Grasse et la CASA - Convention  
Matière : 8.8 - Environnement  
**Interlocuteur**  
Nom : LE GRATIET Véronique

**Suivi des transactions****Accusé d'envoi**

Identifiant : Etq4w3a

**Accusé de réception préfecture**

Date de réception : 22/12/2020  
Identifiant : 006-240600585-20201221-CC\_2020\_248-DE

**Acte reçu**

Date : 21/12/2020  
Numéro interne : CC\_2020\_248  
Code nature : 1  
Code matière 1 : 8  
Code matière 2 : 8  
Objet : Délégation de la compétence eau potable entre la commune de Châteauneuf Grasse et la CASA - Convention  
Classification utilisée : 29/08/2019  
Document : 99\_DE-006-240600585-20201221-CC\_2020\_248-DE-1-1\_1.PDF

**Annexes**

Nombre : 1  
99\_SE-006-240600585-20201221-CC\_2020\_248-DE-1-1\_2.PDF

N